

Trois crises aux pays de l'or noir

■ Le maintien du prix du pétrole au-dessus des 50 dollars fait émerger une situation inédite.
■ Plus structurellement, il s'agit des conséquences d'un changement en matière économique, géopolitique et technologique.

Alors que, par deux hausses de quota, l'Opep s'est montrée incapable d'enrayer ce phénomène, la hausse historique du cours du pétrole jusqu'à 60 dollars par baril est révélatrice d'une triple remise en cause du modèle économique, géopolitique et technologique sur lequel vivent tant les producteurs que les consommateurs.

Au-delà des facteurs de court terme comme la faiblesse des stocks et la situation de l'industrie du raffinage, la cause essentielle de cette inflation est l'explosion structurelle de la demande : elle a connu en 2004, année de la plus forte croissance économique mondiale depuis vingt-cinq ans, une augmentation bien plus rapide qu'escompté, soit 3,4 %, et devrait au moins atteindre 2,6 % en 2005. La Chine, devenue deuxième consommatrice mondiale derrière les Etats-Unis et désormais devant le Japon, a ainsi atteint le niveau de consommation initialement prévu pour 2009. Or, pour étancher cette nouvelle soif, l'offre n'a pas connu la croissance espérée. Les investissements requis n'ont pas été réalisés, malgré un prix du baril durablement élevé depuis 1999. Les marges de sécurité du marché, constituées de gisements inutilisés, ont fondu et expliquent un prix moyen deux fois supérieur à la situation d'il y a cinq ans.

Trois explications. A ce retard, on peut trouver trois explications majeures. Les promesses de développement de la production des pays non membres de l'Opep n'ont pas toutes été tenues, en particulier en Russie, du fait d'incertitudes politiques et industrielles illustrées par l'affaire Ioukos. Les espoirs américains, placés dans un redémarrage massif de l'industrie pétrolière irakienne, restent à ce jour un coûteux mirage. Enfin et surtout, les principaux pays producteurs de l'Opep, au premier rang desquels l'Arabie Saoudite, n'ont pas souhaité accroître suffisamment leurs capacités de production, en particulier en autorisant les grandes compagnies internationales à intervenir directement sur leurs gisements.

Matière première emblématique de la seconde révolution industrielle, le pétrole demeure le sang de l'économie mondiale et son cœur va battre de plus en plus fort au Moyen-Orient, qui concentre un tiers de la production et deux tiers des réserves. Trois pays y déterminent l'équilibre géopolitique.

Z O O M

Que peuvent faire les Européens ?

Face à son prix élevé et en l'absence de substitut immédiat, les Européens, importateurs majeurs de pétrole, ne disposent que de deux leviers d'action. Le premier est d'user de leurs moyens diplomatiques pour aider à stabiliser les producteurs clefs, sur le modèle des négociations menées par la troïka européenne avec l'Iran. Le second est de mettre leurs capacités industrielles et technologiques au service d'une promotion urgente de l'offre globale d'énergie, seule capable d'apaiser les tensions du marché. Alors qu'aux Etats-Unis les préconisations du rapport Cheney de 2001 retrouvent leur acuité (forages en Alaska, construction de raffineries et de centrales électriques) et qu'en Chine le choix se porte vers un programme de liquéfaction du charbon, la France lance les centrales nucléaires EPR. Si la crise actuelle peut être utile, ce doit être par cette prise de conscience des opinions publiques et des décideurs, en faveur de la création d'une stratégie énergétique au plan européen.

UNE DEMANDE EN CONSTANTE AUGMENTATION



L'ÉQUILIBRE ACTUEL ENTRE OFFRE ET DEMANDE DEVRAIT MAINTENIR LE BARIL À UN PRIX ÉLEVÉ, UNE SITUATION INCONNUE DEPUIS LES CHOCS PÉTROLIERS DES ANNÉES 70. CE CONSTAT FAIT RESURGIR LA QUESTION DES SUBSTITUTS AU PÉTROLE.

L'Arabie Saoudite est en proie à une contestation politique et religieuse d'inspiration islamiste de plus en plus violente, dont son allié pétrolier historique, les Etats-Unis, et les autres consommateurs ont pris conscience depuis les attentats du 11 septembre 2001. L'Irak, occupé militairement depuis le printemps 2003, semble devoir rester le théâtre d'affrontements armés quotidiens et d'activités terroristes, loin du rêve américain d'instauration immédiate d'une démocratie modèle au cœur du Moyen-Orient. L'Iran, parce qu'il se rapproche toujours plus en 2005 de l'arme nucléaire, est perçu comme une menace régionale croissante, ce qui entretient la croyance d'une possible intervention militaire américaine.

Désordre stratégique. Ces menaces ou ces bouleversements, intervenus au cours des quatre dernières années, entraînent les trois premiers acteurs pétroliers au cœur d'un désordre stratégique nuisible pour la nécessaire expansion de leur production. De façon plus ponctuelle, des crises sociales, ethniques ou politiques, déconnectées les unes des autres, émergent çà et là, comme au Nigeria, au Venezuela ou en Indonésie. De telles crises ont toujours existé dans des zones productrices, où le pétrole suscite ou exacerbe des tensions, au point d'être surtout une source de fragilité et de dépendance pour les Etats concernés. Pour autant, leur conjugaison actuelle, inédite à ce jour, accroît la fébrilité du marché et avive les spéculations.

L'équilibre actuel entre offre et demande devrait maintenir le baril à un prix élevé, vraisemblablement au-delà de 40 dollars, une situation inconnue depuis les chocs pétroliers des années 70. Ce constat fait resurgir la question des substituts au pétrole, dont étonnamment la compétitivité ne semble pas s'être significativement dégradée récemment. Plusieurs hypothèses peuvent être envisagées à ce stade, en fonction d'évolutions technologiques encore incertaines : la mise en exploitation à un coût acceptable d'hydrocarbures lourds (tels que les sables asphaltiques du Canada et du Venezuela) ; les piles à combustible pour la propulsion automobile ; les énergies renouvelables ; les réacteurs nucléaires de quatrième génération vers 2050 ; la fusion nucléaire à l'horizon 2100. A plus court terme, ce sont surtout de nouvelles économies d'énergie, en particulier dans les pays émergents et surtout en Asie, mais aussi aux Etats-Unis, qui pourraient également contribuer à résoudre l'équation énergétique du XXI^e siècle.

Cédric de Lestrang, Christophe-Alexandre Paillard et Pierre Zelenko (*)

(*) Auteurs de *Géopolitique du pétrole* (Editions Technip).